

Election présidentielle : nous ne compterons que sur nos luttes

mardi 24 avril 2007, par [Alternative libertaire](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2007).

A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vont s'affronter pour l'accession au pouvoir. Alternative libertaire n'a donné aucune consigne de vote au premier tour et n'en donne pas d'avantage au second.

Nicolas Sarkozy et l'UMP portent un projet libéral pour les riches et sécuritaire pour les pauvres. Si Sarkozy est élu c'est une véritable démolition sociale qui attend les classes populaires (augmentation de la durée du travail, généralisation de la précarité avec la fin du CDI), une intensification de la chasse aux immigré-e-s, une répression policière accrue dans les quartiers populaires. Il incarne en outre une droite de plus en plus autoritaire, liberticide et xénophobe comme en témoignent ses déclarations durant la campagne sur la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ou encore sur la prédétermination génétique de la pédophilie et du suicide.

Quant à Ségolène Royal elle ne représente en aucun cas une alternative à la politique libérale de la droite. Après avoir entrepris entre 1997 et 2002 une bonne part des privatisations réclamées par la bourgeoisie, le Parti socialiste entend s'attaquer lui aussi au CDI et au droit à un salaire décent, tout en faisant des cadeaux au patronat avec le Contrat première chance. La proposition de porter le salaire minimum à seulement 1200 euros nets démontre qu'il n'est pas question pour le PS de redistribuer les richesses que détourne le patronat au détriment des conditions de vie des salarié-e-s. Quelle que soit l'issue du second tour, les travailleurs et les travailleuses ne pourront compter que sur leurs luttes pour imposer une réelle redistribution des richesses et le droit à un logement décent, empêcher les licenciements et la casse du droit du travail, obtenir la régularisation de tous les sans-papiers, en finir avec les discriminations et la répression policière.

C'est à la construction d'une riposte et d'un front social contre le gouvernement et le Medef que les militant et les militantes d'Alternative libertaire vont, avec l'ensemble des mouvements sociaux, s'atteler dans les mois qui viennent. A l'opposé des alternances politiciennes, seul ce Front social peut permettre de rendre crédible une alternative politique pour rompre avec le capitalisme et ses institutions.